

**ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE-** 420

**du 25 NOV 2025**

**mettant en demeure la société Ressource Recovery France de respecter certaines prescriptions  
pour l'exploitation de ses activités sises Zac des salines (57260) Dieuze  
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**

Le préfet de la Moselle,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié autorisant la société HET à exploiter une installation de valorisation de pneumatiques usagés par broyage sur le territoire de la commune de Dieuze ;
- Vu** la notification du 8 février 2024 relative au changement d'exploitant avec transfert de l'autorisation d'exploiter d'une installation de valorisation de pneumatiques usagés par broyage sur le territoire de la commune de Dieuze à la société Ressource Recovery France ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 23 octobre 2025 ;
- Vu** le courriel du 27 octobre 2025 dans lequel le rapport d'inspection susvisé est transmis à l'exploitant et l'informant de la mise en demeure envisagée à son encontre ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par la société Ressource Recovery France sur le rapport d'inspection précité ;

**Considérant** que la société Ressource Recovery France est tenue de respecter les dispositions de l'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié susvisé ;

**Considérant** que lors de l'inspection réalisée le 26 septembre 2025, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé de mesure des concentrations des polluants visés à l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié susvisé qui doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, dans un délai n'excédant pas trois mois après le démarrage de l'exploitation puis tous les ans.

**Considérant** par conséquent que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié ne sont pas respectées ;

**Considérant** que ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *"Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine."* ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société Ressource Recovery France, dont le siège social est situé ZAC des Salines à Dieuze (57260), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Dieuze :

- l'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-118 du 9 mars 2015 modifié dans un délai de 1 mois qui dispose que : « *Une mesure des concentrations des polluants visés à l'article 3.2.2 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, dans un délai n'excédant pas trois mois après le démarrage de l'exploitation puis tous les ans.* »

### **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Voies et délai de recours**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

#### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Ressource Recovery France et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarrebourg - Château-Salins et au maire de Dieuze.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire-général,

Jérôme Seguy

